LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE D'IRAQ SUR LE MARCHÉ DU PÉTROLE

PAR

JACQUES PERCEBOIS (*)

Le pétrole représente près de 40 % de la consommation mondiale d'énergie et il devrait satisfaire encore 35 % de cette consommation en 2020. C'est la première source d'énergie et c'est une source stratégique, car elle n'a pas de substituts pour certains besoins (dans les transports en particulier). Les réserves de pétrole sont, pour près des A, localisées dans les onze pays de l'OPEP; pour les 2/3, elles se trouvent au Proche-Orient : ainsi, à elle seule, l'Arabie saoudite détient 25 % des réserves prouvées mondiales, produit 12 % du pétrole mondial et contribue à près de 17 % des exportations mondiales; l'Iraq est quant à lui le deuxième pays au monde en termes de réserves (10,6 %), il contribue à moins de 4 % de la production mondiale et à un peu plus de 5 % des exportations. Le Proche-Orient constitue la principale zone d'exportation avec près de 44 % du commerce mondial de pétrole, tandis que les Etats-Unis et l'Union européenne sont la principale zone d'importation (avec respectivement 26,0 % et 26,4 %).

Toutefois, d'autres pays sont appelés à jouer un rôle croissant sur le marché mondial des hydrocarbures (pétrole et gaz), notamment la Russie et les Etats riverains de la Caspienne. Le conflit militaire en Iraq est directement lié aux enjeux pétroliers de la région. D'ailleurs, les Etats-Unis ne peuvent ignorer les ambitions russes dans ce domaine et, de fait, la partie de « bras de fer » qui se joue entre les Etats-Unis et la Russie ne semble pas sans effet sur la stratégie américaine en Iraq. Les conséquences de la récente guerre d'Iraq sur le marché du pétrole peuvent être analysées sous deux angles : le conflit peut être vu comme le souci des Etats-Unis de rétablir une stabilité politique dans un pays qui constitue une réserve importante pour leur approvisionnement futur en pétrole; il peut également être interprété dans le contexte des relations russo-américaines de coopération – rivalité dans une région vitale pour les deux pays.

La guerre en Iraq n'a pas provoqué de hausse sensible et durable du prix du pétrole parce que le marché du pétrole est structurellement excédentaire. En toute vraisemblance, la fin du conflit et le retour à la paix ne provoqueraient pas non plus une chute des prix car l'accroissement de la part de

(*) Professeur à l'Université Montpellier I et directeur du CREDEN.

marché de l'Iraq sera géré en douceur par le reste de l'OPEP et la discipline des quotas pourra s'avérer payante. En revanche, un pourrissement de la situation militaire serait de nature à déstabiliser la région et pourrait, par « effet de dominos », compromettre les efforts que prodiguent les Américains pour garantir la stabilité politique dans une région vitale pour l'approvisionnement en pétrole des pays de l'OCDE.

L'IRAQ, PIÈCE MAÎTRESSE
DU « CHÂTEAU D'EAU PÉTROLIER » DE L'OCCIDENT

Cinq pays détiennent à eux seuls les 2/3 des réserves mondiales de pétrole : l'Arabie saoudite, l'Iraq, le Koweït, les Emirats arabes unis (EAU) et l'Iran. Dans un contexte où l'hostilité de l'Iran à l'égard des Etats-Unis est manifeste mais où la fiabilité de l'Arabie saoudite connaît quelques limites, il est vital pour les Etats-Unis d'éviter un nouveau facteur de risque. Contrôler les réserves de l'Iraq grâce à une présence militaire, c'est protéger deux Etats militairement faibles – le Koweït et les EAU – et c'est en même temps prendre une assurance supplémentaire face au risque de déstabilisation politique de l'Arabie saoudite. L'histoire récente a montré que l'Iraq n'avait pas hésité à envahir successivement l'Iran et le Koweït, menaçant alors directement l'Arabie. Pendant longtemps, c'est le Shah d'Iran qui a joué le rôle de gendarme dans la région, avec l'appui des Etats-Unis. Après sa chute en 1979, l'Iraq a essayé de jouer ce rôle, mais à sa façon. Contrôler l'Iraq, c'est donc supprimer un « fauteur de troubles » et sécuriser du même coup 55 % des réserves mondiales de pétrole (Iran exclu).

N'oublions pas que les Etats-Unis importent près de 55 % de leur consommation de pétrole et que ce chiffre devrait s'approcher des 70 % en 2020 selon les conclusions du rapport Cheney (1). Si, aujourd'hui, les Etats-Unis se fournissent principalement auprès de l'Arabie saoudite, du Venezuela, du Mexique et du Canada, l'Iraq n'en constitue pas moins un fournisseur non négligeable, au même titre que le Nigeria. Faire entrer l'Iraq dans le « camp occidental », c'est prendre une assurance pour l'avenir. C'est aussi, en augmentant les recettes pétrolières d'exportation, permettre à certains pays créanciers de récupérer une partie au moins des créances qu'ils détiennent sur l'Etat iraquien (la dette publique de l'Iraq dépasse les 21 milliards de dollars, hors arriérés, et les principaux créanciers sont, par ordre décroissant, le Japon, la Russie, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis). L'intérêt de tous les pays occidentaux est donc, de ce point de vue, que l'Iraq augmente ses exportations et puisse vendre son pétrole à un prix suffisamment rémunérateur.

(1) National Policy Development Group, *Rapport Cheney*, 2001.

La fin des troubles en Iraq permettrait aussi de stabiliser le prix du pétrole en évitant la volatilité due aux inquiétudes politiques. Le « juste prix » du pétrole se situe actuellement aux alentours de 25 \$ le baril et peut fluctuer dans un « tunnel 3 » de diamètre 5 \$ en fonction de l'évolution des stocks, de la croissance économique ou du respect des quotas par les pays de l'OPEP. Les études empiriques montrent que ce prix du pétrole est relativement indépendant de la stratégie de l'OPEP : ce n'est pas l'OPEP qui fixe le prix du pétrole, c'est le marché; l'OPEP suit la tendance et peut, à la marge, influencer les cours selon qu'elle respecte ou non les quotas qu'elle se donne. En revanche, l'incertitude politique, les tensions militaires sont de nature à favoriser les spéculations et à accroître sensiblement la volatilité des prix sur les marchés.

Les Etats-Unis sont favorables à un prix du pétrole rémunérateur mais plutôt bas et surtout à un prix stable. En économie de marché, le prix est un signal pour l'investisseur (comme pour le consommateur) et rien n'est pire que l'instabilité. Il existe certes des mécanismes de couverture grâce aux produits dérivés que sont les futures et les options, mais ces instruments financiers jouent le rôle d'une assurance « limitée » pour gérer des risques économiques : ils sont désarmés face aux risques politiques majeurs.

Stabiliser politiquement l'Iraq, ce n'est pas seulement stabiliser potentiellement les prix du pétrole, c'est aussi, pour les Etats-Unis, affirmer leur *leadership* dans une région où l'influence de la Russie est croissante et donc préoccupante.

L'IRAQ, UN ELÉMENT DU FACE-À-FACE « RUSSIE-ÉTATS-UNIS »

La dépendance croissante des Etats-Unis et de l'Europe à l'égard des hydrocarbures importés justifie que l'on s'intéresse de près à une région prometteuse quoique enclavée, la Caspienne et, plus particulièrement, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. L'ouverture en 1999 de l'oléoduc reliant Bakou (Azerbaïdjan) au port de Soupsa (Géorgie) sur la mer Noire a mis fin à l'hégémonie russe dans la région et vient ainsi concurrencer les oléoducs au bord de la mer Noire. Les Américains (appuyés par les Européens) souhaitent également mettre en service l'oléoduc reliant la Caspienne au port turc de Ceyhan en Méditerranée (*via* la Géorgie). Ce projet est en compétition avec des projets russes visant à construire de nouveaux oléoducs aboutissant à Novorossiisk et avec le projet iranien visant à relier la Caspienne à la mer d'Oman *via* l'Afghanistan (avec une bretelle destinée au Pakistan).

L'attitude de la Russie à l'égard de la Géorgie et du Kazakhstan s'explique largement par ces considérations stratégiques. Alors qu'à l'époque de l'Union soviétique, deux pays (l'Iran et l'URSS) se partageaient les eaux de la Caspienne, les Etats riverains sont aujourd'hui au nombre de cinq, avec,

outre l'Azerbaïdjan et l'Iran, les nouveaux Etats indépendants que sont le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan. La Russie, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan sont partisans d'un découpage proportionnel aux lignes côtières, ce qui réduirait la part de l'Iran de 20 à 12 %. De son côté, l'Iran revendique un partage en cinq parts égales, avec le soutien du Turkménistan qui considère que le statut juridique de la Caspienne doit être celui d'une mer et non d'un lac. Le fait que le Turkménistan, riche en gaz naturel, souhaite vendre son gaz à et *via* l'Iran explique sa position, d'autant que le Turkménistan ne peut guère compter sur la collaboration des Russes pour exporter son gaz vers l'Europe de l'Ouest car il se heurterait alors aux intérêts de Gazprom : il lui faut donc soit regarder vers l'Asie, soit chercher à atteindre l'Europe *via* l'Iran (2).

Officiellement, la coopération russo-américaine en matière énergétique se porte bien car les deux pays sont complémentaires. Les Etats-Unis ont besoin du pétrole russe et la Russie a besoin de dollars. La Russie exporte déjà un peu de pétrole aux Etats-Unis et aménage le port de Mourmansk pour, à terme, fournir près de 10 % des importations américaines de pétrole (à l'horizon 2010). Cependant, les déboires judiciaires de Mikhaïl Khodorkovski, principal actionnaire du pétrolier russe Ioukos-Sibneft, ont quelque peu modifié le climat et remettent en question les projets d'Exxon-Mobil et de Chevron-Texaco de prendre une participation importante (40 à 50 % au total) dans le capital de cette société russe. D'une certaine façon, la Russie tient à montrer qu'elle veut rester maître chez elle et préfère des contrats de service, voire des *joint-ventures* (comme avec BP) plutôt que des fusions-acquisitions massives. La Russie entend également réaffirmer son *leadership* sur la région de la Caspienne et une présence militaire américaine durable au Proche-Orient peut constituer un obstacle à cette ambition. La rivalité russo-américaine s'exerce aussi auprès des Etats riverains de la Caspienne. Le but des Russes est d'empêcher que les « majors » américains ne s'implantent en Russie et autour de la Caspienne. Cela justifie notamment de renouer des alliances politiques avec le Turkménistan et de s'assurer que les régimes politiques en place en Géorgie et au Kazakhstan seront plus favorables à une coopération étroite avec Moscou.

La Russie peut-elle supplanter l'OPEP ? La réponse est négative, car les chiffres des réserves constituent une donnée avec laquelle il faut compter. Le retour de l'Iraq sur le marché pétrolier mondial est certes un facteur de tension entre la Russie et l'OPEP. L'OPEP souhaite que tous les producteurs de pétrole du monde agissent de façon coopérative pour redonner sa place à l'Iraq en évitant la chute des cours. La Russie aurait intérêt à ce que le cas iraquien soit traité en interne, au sein de l'OPEP. En cas de guerre des prix entre l'OPEP et la Russie, les prix du brut pourraient des-

(2) Jacques PERCEBOIS, « Le transport international du pétrole et du gaz naturel : un enjeu économique majeur », *Questions internationales*, n° 2, juillet-août 2003, pp. 68-75.

cendre sous la barre des 20 \$ le baril. Le scénario reste toutefois hypothétique car tous les acteurs de la scène pétrolière mondiale ont aujourd'hui intérêt à avoir un baril de pétrole aux alentours de 25 \$. C'est un prix équitable pour les producteurs et suffisamment rémunérateur pour justifier la mise en valeur de gisements nouveaux en dehors de cette zone sensible qu'est le Proche-Orient. Les Etats-Unis ont l'obligation de diversifier l'origine de leurs importations de pétrole et ils s'intéressent de plus en plus au pétrole *off-shore* du golfe de Guinée. Les importations américaines en provenance du Nigeria et de l'Angola devraient augmenter sensiblement dans le futur...

*
* *

La présence américaine en Iraq s'explique largement par des considérations pétrolières. Il ne s'agit pas seulement de contrôler le pétrole iraquien, mais plus généralement celui du Proche-Orient et celui de la Caspienne. Les enjeux stratégiques de la région concernent aussi un acteur incontournable : la Russie. Le retour à la stabilité politique en Iraq est pour les Etats-Unis une priorité dans la mesure où il conditionne leur présence dans la région. Le départ des Américains donnerait un poids supplémentaire à la Russie dont les intérêts sont loin d'être convergents avec ceux des Etats-Unis, malgré les apparences officielles. Une aggravation de la tension politique dans la région serait toutefois de nature à déstabiliser l'Arabie saoudite et les conditions de l'équilibre sur le marché mondial du pétrole seraient bouleversées. En dehors de ce scénario-catastrophe, l'impact du pétrole iraquien sur le prix d'équilibre restera modeste, que ce pétrole donne lieu ou non à production et exportation : dans un cas comme dans l'autre, l'OPEP ajustera ses quotas.

En revanche, ce qui est en cause plus fondamentalement, c'est la compétition russo-américaine, dont l'issue est pour partie fonction de l'échec ou de la réussite des Etats-Unis dans leur guerre avec l'Iraq. Les Etats-Unis ont pris l'initiative de créer une organisation régionale pour contrer l'influence russe : le GUUAM, qui regroupe la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie. De son côté, la Russie a réussi à renforcer le poids de l'Organisation pour la coopération de Shanghai (OCS), qui regroupe l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan, la Chine et la Russie. En renouant des liens plus forts avec le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, la Russie a quelque peu affaibli le *leadership* américain. Derrière la guerre qui oppose les Etats-Unis au terrorisme international et dans laquelle l'appui russe semble acquis se profile en fait une compétition plus sournoise pour le contrôle et la valorisation des hydrocarbures de la région, une compétition qui oppose la Russie aux Etats-Unis. L'Union européenne ne semble jouer à ce niveau qu'un rôle modeste.

Structure des importations de pétrole aux Etats-Unis

(Sources : AIE)

<i>Pays fournisseur</i>	<i>% en 2001</i>
Arabie Saoudite	17 %
Venezuela	16 %
Mexique	14,5 %
Canada	13,6 %
Nigeria	8,7 %
Iraq	8,0 %
Autres	22,2 %
TOTAL	100 %
<i>Part des importations dans la consommation de pétrole des Etats-Unis</i>	59 %

Réserves, production, exportations et importations mondiales de pétrole par pays en % (2001)

(Sources : AIE)

<i>Les 10 premiers détenteurs de réserves</i>		<i>Les 10 premiers producteurs</i>		<i>Les 10 premiers exportateurs</i>		<i>Les 10 premiers importateurs</i>	
Arabie Saoudite	25,1 %	Arabie Saoudite	12,0 %	Arabie Saoudite	16,8 %	Etats-Unis	26,0 %
Iraq	10,6 %	Etats-Unis	10,0 %	Russie	7,2 %	Japon	11,3 %
Koweït	9,5 %	Russie	9,1 %	Norvège	7,0 %	Corée	6,4 %
EAU	9,2 %	Iran	5,2 %	Venezuela	5,6 %	Allemagne	5,5 %
Iran	9,0 %	Mexique	4,8 %	Iran	5,6 %	Italie	4,6 %
Venezuela	7,5 %	Venezuela	4,8 %	Iraq	5,2 %	France	4,3 %
Russie	4,6 %	Chine	4,6 %	Royaume-Uni	4,8 %	Pays-Bas	3,1 %
Mexique	2,8 %	Norvège	4,4 %	Nigeria	4,7 %	Espagne	3,1 %
Libye	2,7 %	Iraq	3,6 %	EAU	4,7 %	Inde	2,4 %
Etats-Unis	2,7 %	EAU	3,5 %	Mexique	4,6 %	Royaume-Uni	2,3 %
TOTAL	83,6 %		62,0 %		66,2 %		69 %

Relation entre le prix du pétrole et le poids de l'OPEP

(Sources : *Les Echos*, 7 octobre 2003)

<i>Annexes</i>	<i>Prix du pétrole (prix moyen annuel du Brent en \$ par baril)</i>	<i>Part de marché de l'OPEP (en %)</i>
1990	23,34	37,5 %
1991	19,94	38,0 %
1992	19,34	39,5 %
1993	17,18	39,6 %
1994	15,84	39,5 %
1995	16,97	39,5 %
1996	20,42	39,5 %
1997	19,32	39,5 %
1998	13,32	40,8 %
1999	18,05	39,5 %
2000	28,44	40,1 %
2001	24,87	39,2 %
2002	25,07	37,5 %

Principaux créanciers de l'Iraq (dette publique)

(Sources : *Les Echos*, 12 novembre 2003)

<i>Pays créanciers</i>	<i>Dette en 10⁶ \$</i>
Japon	4109
Russie	3450
France	2994
Allemagne	2404
Etats-Unis	2192
Italie	1726
Royaume-Uni	930
Autres	3215
TOTAL	21020